

ASSEMBLEE GENERALE

Le samedi 14 mars 2015, à 14h30, Guy PAYEUR, le président d'AWALE, accueillait et saluait 28 personnes à ROVILLE-AUX-CHÊNES pour l'Assemblée Générale de l'association. Il salua tout particulièrement la présence de Madame le Maire de Roville et de Monique et Dominique THIEBAUTGEORGES de l'association amie ADVY (Association de Développement du Village de Yaongo).

Le président débute l'A.G. par son **rapport moral**.

« Lors de l'AG 2014 je rentrais du Burkina, où j'avais passé deux semaines dans les écoles construites et soutenues par Awalé depuis maintenant presque trente ans. J'en étais rentré, comme toujours et comme tous ceux qui ont fait le déplacement un jour, marqué par cette capacité qu'ont ces populations africaines à faire rayonner leur joie, leur valeur de partage et leur capacité d'accueil dans une vie au quotidien qui ne leur fait cependant pas de cadeau.

Je vous avais dit également combien il était difficile de synchroniser ou d'harmoniser nos façons de faire et nos systèmes de pensée. Nous travaillons, réfléchissons, pensons ici avec nos repères et nos logiques qui s'avèrent bien souvent très difficilement transposables sur place. Cela ne doit pas nous empêcher d'avancer et de coopérer avec ceux qui attendent de nous une réponse aux nombreux problèmes qui se posent à eux. Et, nous savons tous ici que la tâche est immense et que nos petits moyens ne sont qu'une goutte d'eau dans cet océan de pauvreté et de besoin de développement.

Concernant les changements politiques :

Vous avez sans doute suivi comme nous, les événements politiques survenus au Burkina en novembre dernier qui ont conduit le président Compaoré à démissionner. Un gouvernement de transition est en place et des élections libres seront organisées en octobre prochain. Cette situation provoquée par le mouvement de colère du peuple ne devrait pas avoir trop d'incidence sur nos actions et nos projets. De même, quelque soit le gouvernement qui sortira des urnes, les conditions de vie des burkinabé qui sont, rappelons le, agriculteurs à 80 % ne s'en trouveront pas modifiées magistralement d'un coup de baguette magique. Si nous ajoutons à ces événements les risques liés à Ebola et ceux liés à Boko Haram ou à l'état islamique, vous comprendrez pourquoi nous ne nous sommes pas encore rendus sur place cette année , même si ça nous titille fortement...

Nous allons cependant continuer notre action et apporter notre modeste participation à l'amélioration du quotidien des deux villages de brousse, où nous sommes présents, sans pour autant se priver d'intervenir ailleurs quand nous aurons terminé les travaux de normalisation de l'école de Nioniokodogo-peuh ».

Il termine son rapport en saluant la mémoire de Jean Marie JACQUOT qui fut longtemps un membre dirigeant d'Awalé.

La vice présidente, Marie-Agnès MICHEL, présente ensuite son **rapport d'activité** pour l'année 2014.

« Le Conseil d'Administration composé de 10 membres s'est réuni 6 fois au cours de l'année 2014, pour faire le point des actions entreprises en France et au Burkina, préparer les manifestations, entendre les points financiers, s'informer sur la situation de nos écoles au Burkina, le tout dans une ambiance amicale, chacun étant sur la même longueur d'onde, préoccupé seulement du développement de nos engagements auprès des enfants burkinabé. En effet il faut rappeler que les statuts d'Awalé, à l'initiative de Gaby, prévoient que nous nous centrons sur la scolarisation primaire dans des villages souvent éloignés et dépendants de notre aide. Passé le différend qui a opposé notre ancienne secrétaire à Awalé notre comité a trouvé une vitesse de croisière aussi détendue qu'efficace, chacun prenant sa part , en

fonction de ses compétences et de ses disponibilités dans un souci de transparence et de rigueur (les comptes en témoignent) avec ce qu'il faut d'indiscipline que le président a bien du mal à contenir, même avec le sourire, mais toujours dans le respect de nos objectifs. Nous sommes hébergés pour nos réunions par la Ville de Rambervillers dans les locaux de l'ancien CES. Merci à la Ville pour son soutien indéfectible.

Nos actions se situent en France et au Burkina.

En FRANCE :

Nous avons participé à une douzaine de manifestations dont Jean-Claude vous fera le compte rendu. Le but est de nous faire connaître, de vendre des produits d'artisanat, d'établir des relations avec le plus grand nombre de personnes, de rechercher de nouvelles adhésions. Merci à Gaby, à Danièle, à Guy, à Jean-Claude, à Catherine, à Jacqueline, à Alain qui s'engagent toujours à fond, souvent les week end, ainsi qu'aux adhérents volontaires et toujours bienvenus qui participent également.

Nous avons aussi développé le partenariat avec d'autres associations et organismes également engagés dans notre domaine d'intervention auprès des enfants et des familles au Burkina : Les Arbres pour la Vie, l'Advy, le Secours Populaire, la Fédération des Œuvres Laïques, Electriciens sans frontières, Multicolour au niveau régional qui se met en place pour essayer de fédérer toutes les actions de solidarité internationale. C'est ainsi que nous avons participé aux assises régionales de la Solidarité Internationale en animant une table ronde sur le sujet, et participé, grâce à Danièle, au Comité de pilotage du Marché du monde à Nancy.

Nous avons rencontré les responsables d'Electriciens sans frontières qui se sont rendus au Burkina en octobre où ils ont rencontré les enseignantes de Nioniokodogo dans le but de repérer leurs besoins en termes d'électrification des écoles. Le résultat ne semble pas probant, leurs demandes restant très limitées. Il faudra en reparler quand le bâtiment scolaire sera réalisé.

Au BURKINA maintenant...

Comme Guy vous l'a dit, la situation politique n'est pas des plus simples et nous nous sentons provisoirement en stand by dans nos projets de développement.

A WAPASSI tous les enseignants ont été mutés, y compris Boureima notre correspondant. Il va falloir refaire connaissance, recréer des liens, réfléchir à retrouver de nouvelles personnes stables, engagées si possible dans nos deux associations relais que sont l'APE des hommes et l'AME des femmes.

Les effectifs sont stables :

2011/2012 : 361 élèves 2012 /2013 : 382 2013 / 2014 : 451 2014/2015 : 367 (169 g et 196 f)

C'est une légère baisse qui laisse quand même des classes de 72, 71 ou 65 élèves ...

Nous continuons à assurer le salaire du jardinier pour le jardin pédagogique, l'entretien du forage, l'entretien des arbres plantés grâce à l'aide de l'association des Arbres pour la Vie, ainsi que quelques parrainages (3 à Wapassi).

Le projet de microcrédit validé par l'Assemblée Générale de 2013 a bien été mis en place au profit des mères éducatrices. Cette opération a permis à ces femmes de développer leurs activités, d'améliorer le quotidien de leurs familles et ainsi de participer aux frais de scolarité de leurs enfants. Les activités sont multiples : élevage, fabrication de beurre de karité, concassage de cailloux, production de légumes, petit commerce sur les marchés, production et vente de galettes...

Six femmes ont été formées à la gestion du microcrédit d'un montant de 3800 € repartis entre 100 mamans. Aujourd'hui toutes les sommes sont remboursées avec les intérêts et nous réfléchissons au lancement d'une nouvelle opération de prêt.

A NIONIOKODOGO PEUL :

La situation est un peu différente : les 3 institutrices dont Anne-Marie KABORE, la Directrice, sont toujours en poste.

Nous assurons les mêmes charges qu'à Wapassi avec la nomination d'un nouveau jardinier, la clôture de l'espace arboré. Mais l'école ne fait encore qu'une rentrée tous les deux ans. Les effectifs sont plus modestes qu'à Wapassi . Pour la rentrée 2014/2015 qui est la 2° année du cycle, soit un CP2, un CE2, un CM2, 138 élèves (74 garçons et 64 filles). Ils sont stables par rapport à la rentrée précédente qui comptait 136 élèves.

Le projet essentiel reste la normalisation de cette école par la construction d'un bâtiment de 3 classes + un bureau.

Nous avons l'attestation d'engagement de l'état burkinabé de pourvoir les postes d'enseignants supplémentaires.

Nous avons engagé pour ce projet des demandes de subventions :

Auprès du conseil régional qui nous a octroyé 9300 €, auprès du Député Gérard Cherpion qui nous a attribué 1000 €. Le Secours Populaire contribue à hauteur de 2500 €, l'Agence du Crédit Agricole de Rambervillers pour 700 € ainsi que les communes de Roville, de Doncières, de Clémentaine et de Rambervillers. Nous les remercions ici bien sincèrement.

Le produit des ventes d'artisanat contribue également au financement de ce projet mais dans des montants plus modestes malgré un gros investissement des bénévoles.

En définitive, il faudra, si vous en êtes d'accord, se résoudre à contracter un emprunt bancaire pour couvrir le solde manquant soit 15 000 €. Le coût total de l'opération avoisine les 40 000 €.

Nous parrainons 17 collégiens à Nionio sous la responsabilité d'Anne-Marie KABORE grâce à 16 parrains adhérents d'Awalé.

Dans ce contexte difficile un point nous préoccupe : ce sont les obstacles à la scolarisation des filles au Burkina.

En effet, même si des dispositions législatives prévoient que l'éducation est une priorité nationale, même si des plans, des programmes, des projets de développement de l'éducation existent, l'accès à l'éducation de base formelle reste faible et inégal. A la rentrée 2013/2014 le taux net de scolarisation ne dépassait pas 65 %. Et les filles sont particulièrement défavorisées pour 4 raisons principales :

Des raisons historiques : *dès le début de la scolarisation l'école était réservée aux fils de chefs et de notables, de fonctionnaires de l'administration coloniale. Malgré les revendications démocratiques du pays sur la réorganisation de l'Enseignement du 1° degré l'écart entre garçons et filles demeure.*

Des raisons économiques : *elles sont liées au faible revenu des familles, à la cherté de la scolarité, à l'accès difficile à un emploi rémunérateur ;*

La proportion des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté est de 44 %. L'inscription des enfants à l'école induit des dépenses insupportables pour ces familles qui, tout naturellement, favorisent les garçons. En effet les filles constituent des aides familiales précieuses pour les travaux domestiques : puiser l'eau, faire la cuisine, balayer la maison, s'occuper des plus petits ... de plus le constat du chômage actuel des diplômés démotive les parents et influe de manière négative sur la scolarisation des filles.

Des raisons liées à la tradition : Les pesanteurs socioculturelles, surtout en milieu rural, restent vivaces : la tradition et certaines mentalités placent toujours la femme au second rang. Les filles sont très tôt promises au mariage et sont appelées à quitter la cour familiale.

Des facteurs liés au système scolaire : il existe toujours des stéréotypes sexistes véhiculés même par les enseignants. L'éloignement des écoles du domicile est aussi un frein. Il n'est pas rare de voir les enfants, garçons et filles, faire 5 kms à pied pour venir à l'école. Ça peut être aussi une source d'insécurité pour les filles.

On le voit, il nous reste beaucoup de pain sur la planche ; il nous faut travailler avec les associations de parents et surtout les Mères éducatrices. C'est déjà sur elles que repose le microcrédit.

Notre intervention dans ces écoles, si elle favorise la mise en œuvre effective de l'obligation scolaire et de la gratuité scolaire n'en reste pas moins conditionnée à l'intervention de l'Etat du Burkina et des notables locaux. Nous ne pourrons rien faire sans eux.

Merci encore à vous tous qui nous aidez ici : la commune de Rambervillers, la commune de Roville pour la mise à disposition de cette salle aujourd'hui, et surtout l'école d'horticulture pour tous les tirages effectués gracieusement, en particulier Philippe Petitnicolas qui se plie volontiers à toutes nos exigences ».

Lors des échanges qui ont suivi, D. et M. THIEBAUTGEORGES font remarquer qu'ils rencontrent les mêmes difficultés qu'Awalé concernant les enseignants.

Jean-Claude GIROT fait ensuite le bilan des expoventes au cours de l'année écoulée.

• Fête du Jeu au Centre des Congrès à EPINAL : 15 et 16 mars.	225 €	} 2670,30 €
• Fête artisanale à BACCARAT : 27 avril.	284 €	
• Vente de muguet à RAON SUR PLAINE :	68 €	
• Intervention dans 2 écoles primaires : avec Danièle GRELOT		
▪ AZERAILLES : le 23 mai	35 €	
▪ BLAINVILLE SUR L'EAU : le 17 juin	38 €	
Diaporama, artisanat, instruments de musique, dégustation de bissap		
• Ecole de ROVILLE (fête des mères) :	376,30 €	
• Fête des écoles à AZERAILLES le 27 juin avec spectacle sur l'Afrique préparé par les institutrices	201 €	
• Stand vide-grenier à RAMBERVILLERS	15 €	
• Comice agricole de RAMBERVILLERS le 23 sept.	243 €	
• Marché du Monde à NANCY en novembre.	712 €	
• Marché de St Nicolas à DAMELEVIÈRES le 10 décembre	100 €	
• Marché de St Nicolas MJC de St LAURENT	23 €	
• Marché de St Nicolas à BACCARAT	} 350 €	
• Marché de Noël à AZRAILLES		
• Cette année, du 06 au 08 janvier, Fête du Jeu au Centre des Congrès à EPINAL	218 €	

« D'autre part, en octobre j'ai contacté par courrier avec documentation, une bonne quinzaine de collèges pour organiser des séances d'information dans le cadre du programme d'histoire-géo en classe de 5°. A ce jour aucune réponse. Constat concernant ces expoventes : l'artisanat traditionnel (batiks, bogolans, masques, bronzes, colliers ...) se vend de moins en moins, pour ne pas dire plus du tout. Seuls les produits de « consommation » (savons, beurre de karité, mangue séchée). Alors que faire de tout cet artisanat qui nous reste et qui commence à dater ? »

Marité BEAUGE, la trésorière, présente ensuite son **rapport financier (voir doc 41 et 42)**.

L'ensemble de ces rapports est ensuite proposé pour approbation au vote de l'assemblée générale :

Contre : 0 Abstention : 0 Pour : 49 (28 présents + 21 procurations)

L'ensemble des rapports est donc approuvé à l'UNANIMITE.

Les **projets** sont ensuite évoqués par le président.

« Évoquer les projets alors que celui de la normalisation de l'école de Nionio n'est pas encore entré dans sa phase de réalisation peut paraître prématuré. Il nous faut cependant savoir où nous voulons aller et ce que nous voulons faire à la suite de cette construction. Et comme nous ne nous voyons qu'une fois par an c'est sans doute le moment de vous écouter à ce sujet.

Auparavant, sans doute n'est-il pas inutile de tracer les contours de ce que pourrait être notre action compte tenu de ce que nos visites sur le terrain nous ont appris.

Nos écoles nous apprennent qu'autour d'elles se greffent tous les problèmes de la vie quotidienne africaine. Qu'il s'agisse de la santé, de l'accès à l'eau potable et à l'énergie, de la malnutrition, on se rend bien compte que tout cela ne fait qu'un.

A quoi bon agir sur la santé si les enfants n'ont rien d'autre à boire dans leur village qu'une eau que même un animal ne boirait pas chez nous ou s'il arrivent à l'école le ventre vide.

Nous ne réussissons jamais seul à venir à bout de tous ces maux africains. Ce sera encore un travail de longue haleine d'autant plus que, vous vous en êtes rendu compte, travailler avec l'Afrique et pour l'Afrique demande du temps.

Les communications sont difficiles, l'électricité est souvent coupée là où il y en a, Internet est souvent sans réponse. Dans les écoles il y a une rotation importante des enseignants. Il est aussi très difficile d'obtenir des retours chiffrés de nos actions. N'oublions pas que la majorité des parents d'élèves des 2 écoles ne savent ni lire ni écrire, et qu'ils ne parlent que leur dialecte local.

Notre correspondant enseignant Boureima a donc quitté Wapassi pour Saaba. Il était devenu notre référent auprès de l'AME pour le microcrédit. A ce sujet, notons que les mères éducatives de Nionio ont également demandé à bénéficier d'un microcrédit.

Aujourd'hui nous réfléchissons à la meilleure formule pour remplacer Boureima. Doit-il être un enseignant de l'école ? Quelqu'un de l'extérieur ? Nous faut-il un correspondant pour chaque école ou un qui chapeaute les deux ?

Voilà donc autant de questions (il y en a sans doute beaucoup d'autres) auxquelles on se doit de répondre dans un contexte qui n'est pas facile au Burkina.

Et, à mon avis, c'est moins la situation politique du pays, qui de toute façon se résoudra, que la menace des extrémistes islamistes qui risque de compliquer la vie de nos amis burkinabé ».

Débat sur ces projets :

- Concernant les microcrédits, petits travaux permettant aux familles de participer aux frais de scolarité des enfants, nous constatons que les femmes bénéficiaires remboursent.

Question : ne faudrait-il pas, par souci d'efficacité et de transparence, que l'argent ainsi prêté et remboursé nous soit restitué afin de la réinvestir.

- Emprunt de 15000,00 € pour la normalisation de NIONIOKODOGO PEULH (passage de 3 à 6 classes) : le président demande l'assentiment de l'A.G. : **ACCORD** de cette dernière à l'**UNANIMITE**.
- Jean-Claude GIROT rappelle que les réalisations ont été faites à la demande des habitants des 2 villages. On ne saurait donc « imposer » de nouveaux projets. Il faut donc attendre la stabilisation de la situation dans les 2 écoles (après normalisation de NIONIO) pour discuter avec les 2 communautés sur leurs futurs désirs.
- Jean-Louis MICHEL évoque le problème de l'électricité. Un membre de l'association « Electriciens sans frontière » avait rencontré les institutrices de NIONIO. Il semblait qu'il n'y avait pas de besoins à l'époque. Il faudrait cependant mettre l'accent sur cette école trop défavorisée.

Dernier point de l'ordre du jour : RENOUVELLEMENT DU TIERS SORTANT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Membres concernés :

- Président : Guy PAYEUR
- Jean-Louis MICHEL
- Jacqueline BEAUBIET

Comme personne ne se présente, les 3 membres sortant sont reconduits dans leur fonction à l'UNANIMITE.

Aucune autre question diverse n'étant abordée, l'A.G. se termine par le tirage de la tombola qui a permis à 10 personnes de repartir avec de l'artisanat. Puis le pot de l'amitié clôture cette assemblée générale qui a permis, à la satisfaction générale, de faire le point sur les activités et projets de notre association.